



Après les élections américaines : renouveau du consensus pro-guerre à Washington

Par [Déclaration du Parti de l'égalité socialiste](#)

Mondialisation.ca, 17 novembre 2006

[WSWS](#) 17 novembre 2006

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Il y a une semaine, dans une élection qui fut largement reconnue comme étant un référendum sur la guerre en Irak, le peuple américain a clairement exprimé son opposition à l'occupation de ce pays et son désir pour un retrait rapide de toutes les forces américaines.

Les sept jours qui ont suivi l'élection ont donné lieu à un intense débat politique et à des manœuvres en arrière-scène au sein de l'élite de Washington, qui visait à consolider les intérêts stratégiques de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, à assurer la continuation des opérations militaires en Irak pour un avenir prévisible et à frustrer le sentiment populaire anti-guerre au sein des États-Unis.

Aussi aiguës que soient les différences au sein de l'establishment politique sur la façon dont l'administration Bush mène la guerre en Irak — et plus généralement sur son approche imprudente et ignorante de problèmes complexes de la politique étrangère — aucune section importante de l'élite dirigeante n'est prête à envisager le retrait des forces américaines dans des conditions où une telle action serait considérée comme une défaite militaire et représenterait un recul dévastateur des intérêts mondiaux et régionaux de l'impérialisme américain.

Les débats internes au sein de la section de l'establishment qui élabore les politiques — tant chez les républicains que les démocrates — visent à forger un nouveau consensus stratégique sur la direction que devra prendre la politique américaine au Moyen-Orient. Alors que la profondeur du sentiment anti-guerre qui a été exprimée dans les élections de la semaine passée a provoqué un certain choc pour les deux partis, leurs dirigeants ne sont pas le moins enclin à permettre que l'attitude des larges masses du peuple américain puisse déterminer les objectifs de la politique étrangère aux États-Unis.

Il y a une reconnaissance très claire que le débat officiel sur la guerre en Irak ne doit pas offrir la porte à la légitimation des demandes populaires pour le retrait immédiat des forces américaines. Au même temps, il y a une crainte palpable que le *statu quo* — ce que représente la politique mise en œuvre par l'administration Bush — n'est pas viable. Certains changements, même s'il n'est toujours pas très clair lesquels, doivent être effectués.

Comme le chroniqueur du *New York Times* Thomas Friedman l'a écrit dans sa chronique du 8 novembre, « Il faut que ce soit la dernière élection que nous ayons sur l'Irak. » La guerre, a-t-il averti, « est devenue une plaie suppurante pour notre pays — infectant l'unité à l'intérieur et son prestige à l'étranger. »

Alors que la réaction initiale de l'establishment aux élections a été marquée par une certaine désorientation, les mécanismes ont rapidement été mis en place pour créer une nouvelle fondation pour la réalisation des objectifs fondamentaux qui sous-tendent la guerre en Irak. Le Groupe d'étude sur l'Irak ressort de ceux-là comme le principal acteur de la réorientation de la politique envers l'Irak.

La perspective de tout retrait des troupes américaines de l'Irak a rapidement été mise de côté. Mercredi, le général John Abizaid, le commandant des forces américaines au Moyen-Orient, s'est opposé à tout retrait de soldats dans une comparution devant le comité du Sénat sur l'armée. Il a suggéré plutôt qu'une augmentation de la force des troupes pourrait être nécessaire.

Mercredi, le *New York Times*, le principal journal du libéralisme américain, demandant depuis longtemps une augmentation du nombre des soldats en Irak, a publié un article en première page intitulée « Sortir maintenant ? "Pas si vite" disent les experts ». Le but de cet article était d'offrir une tribune aux officiers militaires en service ou à la retraite pour qu'ils s'opposent à la position de certains démocrates, y compris le sénateur Carl Levin qui présidera le nouveau comité du Sénat sur l'armée dans le nouveau Congrès, selon qui les Etats-Unis devraient menacer de retirer une partie de leurs troupes d'ici quatre à six mois.

Les suggestions que Levin et d'autres n'ont pas été faites en tant que propositions sérieuses pour le retrait des forces américaines, mais plutôt en tant que moyen de faire pression sur les différentes factions de l'élite irakienne pour qu'elles arrivent à s'entendre sur le partage des revenus pétroliers et sur la répression de l'opposition à l'occupation américaine. Même cette position, toutefois, est rapidement mise de côté.

Pendant ce temps, Hohn Murtha, qui cherche à obtenir le poste de leader de la majorité à la Chambre des représentants et qui est associé dans l'esprit de la population au retrait immédiat des troupes hors de l'Irak, un appel qu'il a fait auparavant, est attaqué dans les médias pour son implication dans un scandale de corruption qui s'est produit il y a 26 ans. La position de Murtha sur l'Irak, en tout cas, n'a pratiquement reçu aucun soutien du parti républicain ou du parti démocrate.

La pression sur l'administration Bush pour un changement de cap en Irak est présentement concentrée sur le Groupe d'étude sur l'Irak, une commission bipartisane mise en place par des membres du Congrès. En forgeant un certain compromis entre les deux partis, un des objectifs principaux du Groupe d'étude sur l'Irak est de retirer la question de l'Irak de la discussion politique même si l'occupation continue.

Toute personne qui croit que le Groupe d'étude sur l'Irak va offrir des recommandations menant à la fin de l'occupation en Irak n'a qu'à considérer son origine et sa composition pour se convaincre du contraire. Le groupe a été établi en mars 2006 à la demande de plusieurs membres du Congrès américain, particulièrement des républicains, qui s'inquiétaient de la crise de l'occupation américaine. Le groupe a aussi gagné le soutien d'imminents démocrates, comme les sénateurs Joseph Biden et Hillary Clinton.

Le Groupe d'étude sur l'Irak est surtout composé de stratégestes seniors des deux partis. Il est coprésidé par James Baker et Lee Hamilton. Lorsqu'il était secrétaire d'Etat sous George Bush père, Baker a aidé à superviser la Guerre du Golfe de 1991, la première étape de l'intervention américaine qui a été un désastre pour le peuple irakien.

Hamilton, qui avait été membre du Congrès pendant 34 ans lorsqu'il l'a quitté en 1999, a joué un rôle crucial pour empêcher l'enquête sur le rôle de Ronald Reagan et Bush père, vice-président à cette époque, dans le scandale Iran-contras dans les années 1980. En tant que vice-président de la Commission sur le 11-Septembre, Hamilton a contribué à couvrir le rôle qu'ont joué les responsables et les agences du gouvernement dans les attentats du 11-Septembre 2001.

Les autres membres de la Commission qui en compte dix ont un passé similaire. Trois ont servi sous le président Clinton, y compris Vernon Jordan, un ancien conseiller présidentiel, Leon Panetta, un ancien secrétaire général de la Maison-Blanche et William Perry, un ancien secrétaire à la Défense. Ils faisaient partie d'une administration qui supervisait un régime brutal de sanctions en même temps que des bombardements réguliers, ce qui a résulté en centaines de milliers de morts parmi les civils irakiens. L'autre démocrate est l'ancien sénateur Chuck Robb.

Parmi les républicains il y a Lawrence Eagleburger, ancien secrétaire d'État sous Bush père et membre du comité de direction de Halliburton et de ConocoPhillips, Edwin Meese, ministre de la Justice sous Ronald Reagan et important conspirateur dans l'affaire des Contras en Iran, l'ancien sénateur Alan Simpson, et l'ancien juge de la Cour suprême Sandra Day O'Connor.

Eagleburger est un protégé de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger. Ce lien doit être noté car Kissinger demeure un proche conseiller du président Bush et est totalement opposé à un retrait de l'Irak. Eagleburger a pris le poste de Robert Gates, qui a quitté le Groupe d'étude sur l'Irak lorsqu'il a été choisi par Bush pour remplacer Donald Rumsfeld en tant que secrétaire à la Défense. Gates était directeur adjoint de la CIA sous Reagan, à une époque où la CIA finançait les fondamentalistes islamiques en Afghanistan, incluant Oussama ben Laden, dans une guerre par personnes interposées avec l'Union soviétique.

Tous ces individus ont les mains tachées de sang. Tous sont des ardents défenseurs des intérêts de l'impérialisme américain.

Les représentants de ce groupe ont gardé le silence sur les options que ce dernier considère. Toutefois, il n'est pas difficile de se faire une idée de la direction vers laquelle il tend en considérant les recommandations avancées par différentes sections de l'establishment politique.

Selon un article du *Washington Post* du 9 novembre, « On ne prévoit pas que le Groupe d'étude Baker-Hamilton demandera un retrait rapide de l'Irak. Plutôt, les gens les mieux informés affirment que la recommandation la plus probable sera de réduire l'importance de l'objectif de démocratisation de l'Irak pour mettre l'accent sur la stabilité. Les implications d'une telle décision pourraient être de consacrer plus de ressources à l'entraînement et à l'équipement de l'armée irakienne, en augmentant peut-être radicalement l'ampleur des efforts consultatifs et d'entraînement américains. »

« Réduire l'importance de l'objectif de démocratisation de l'Irak » est un euphémisme pour se tourner vers des sections de l'ancienne élite sunnite pour aider à écraser l'opposition des sections de la population chiite. Beaucoup de discussions se déroulent en privé au sujet du remplacement du premier ministre Nouri al-Maliki, qui a des liens étroits avec les milices chiites, dont celles de Moqtada al-Sadr, par un « homme fort » irakien. Dans un de ses rares commentaires publics, Baker a récemment fait un discours à l'Université de Princeton lors

duquel il a émis un avertissement : « Nous ne devrions pas penser que nous allons assister à un épanouissement de la démocratie jeffersonienne le long des rives de l'Euphrate. »

L'un des scénarios les plus probables est l'introduction de plus de troupes afin de mener une offensive majeure contre la population chiite de Sadr City, en banlieue de Bagdad. Cette politique a été appuyée ouvertement par le sénateur républicain John McCain, ainsi que par d'autres.

Les questions plus larges qui sont considérées concernent la politique américaine envers les autres États au Moyen-Orient, particulièrement l'Iran, la Syrie et Israël.

Un rapprochement vers l'Iran et la Syrie pour aider à stabiliser l'occupation de l'Irak est l'une des principales options à être envisagées par le Groupe d'étude sur l'Irak. Une telle stratégie devrait être accompagnée de concessions de la part d'Israël et des concessions devraient être faites à l'influence de l'Europe et de la Russie au Moyen-Orient, car ces puissances ont établi d'étroits liens avec l'Iran à l'absence de toute présence américaine dans le pays.

Il est notable que parmi les dix principaux membres du Groupe d'étude sur l'Irak, il n'y en aucun représentant de la faction néo-conservatrice de l'élite dirigeante, qui est associé à des individus tels que le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense sortant Donald Rumsfeld. Cette faction croit que les intérêts américains sont les mieux défendus au Moyen-Orient par l'escalade de l'action militaire, particulièrement contre l'Iran, une politique qui coïncide avec l'objectif d'Israël de changement de régime à Téhéran.

Plus tôt cette semaine le premier ministre israélien Ehoud Olmert a fait une visite à Washington et il a obtenu de Bush l'engagement qu'il allait poursuivre les efforts d'isolement de l'Iran.

Mardi, l'administration Bush annonçait qu'il allait mettre sur pied un Groupe d'étude séparé sous sa propre gouverne et qui allait produire ses recommandations à la mi-décembre, à peu près en même temps que le Groupe d'étude sur l'Irak. Ce groupe, probablement établi sous la direction de Cheney, va servir de contre poids au Groupe d'étude sur l'Irak. Il va parler pour les sections de l'establishment qui croient que la meilleure réponse à la débâcle en Irak est une expansion de l'action militaire jusqu'en Iran.

Au lendemain des élections, les travailleurs américains ne devraient accorder aucune crédibilité aux discussions à Washington. Quelle que soit la décision convenue par l'establishment politique sur la stratégie au Moyen-Orient, elle sera basée sur la défense des intérêts de l'impérialisme américain. Le débat officiel ne porte pas sur la question de savoir si l'occupation en Irak doit se poursuivre ou si la violence devrait être utilisée pour écraser la résistance populaire en Irak — sur ces questions, toutes les factions sont en accord. Les différences portent sur la question de savoir jusqu'à quel point la diplomatie doit être utilisée comme supplément à la force militaire et sur les relations entre les États-Unis et les différents États dans la région.

Les démocrates ont clairement établi leur attitude vis-à-vis la guerre en rejetant immédiatement une réduction du financement de l'occupation en Irak — une chose qu'ils seraient en position de faire dans le nouveau Congrès démocrate simplement en utilisant l'un de ses principaux pouvoirs : le pouvoir de la bourse.

L'invasion de l'Irak a été mise en œuvre afin de défendre les intérêts fondamentaux de l'élite dirigeante américaine. Bien qu'il y ait toujours eu des différends sur la manière dont l'administration Bush a lancé l'invasion — trop peu de soldats, support international insuffisant, etc. — l'objectif principal d'assurer la domination américaine au Moyen-Orient a obtenu et continue d'obtenir l'appui de toutes les sections significatives de l'establishment politique.

Mettre fin au bain de sang est impossible tant que les troupes américaines resteront dans ce pays. La catastrophe qui a frappé le peuple irakien est le résultat de la rencontre tragique de leur pays avec les États-Unis durant le dernier quart de siècle : l'encouragement des États-Unis pour l'invasion de l'Iran par l'Irak dans les années 80, l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 1991, douze années de sanctions économiques punitives, et finalement l'invasion et l'occupation subséquente. Ce sont les événements qui ont mené à la désintégration virtuelle de la société irakienne.

Compte tenu de l'histoire, un retrait immédiat et total des Américains de l'Irak est un préalable absolu pour stopper la violence qui consume le pays.

Article original anglais paru le 16 novembre 2006, [WSWS](#).

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Déclaration du Parti de l'égalité socialiste](#), [WSWS](#), 2006

Articles Par : [Déclaration du
Parti de l'égalité socialiste](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca